

des responsabilités à l'échelle de la planète ont reconnu ne pouvoir exercer qu'une influence limitée face à la multitude de ces conflits. Par conséquent, en sa qualité de puissance moyenne, le Canada doit soutenir tous les efforts multilatéraux ou collectifs déployés pour apaiser et résoudre les conflits, tout en concentrant ses énergies sur ceux, peu nombreux, dans lesquels il a les meilleures chances d'influer positivement sur le cours des choses. Le choix à faire à cet égard est toujours affaire de jugement et d'examen, et, dans leurs démarches pour contribuer au règlement pacifique des différends, les pacificateurs cheminent presque toujours avec la complexité et la frustration, et souvent aussi avec la suspicion et l'hostilité. Nous discutons brièvement ci-après de cinq régions où des conflits font actuellement rage; ce ne sont pas nécessairement les plus importantes du point de vue canadien, ni celles où la contribution de notre pays a les meilleures chances de favoriser un règlement, mais chaque situation évoque des questions et des perspectives essentielles au moment où une nouvelle décennie commence.

La plupart de ces luttes révèlent l'horrible complexité des conflits prolongés, où les récriminations entraînent des représailles et vice-versa, où la vie humaine a peu de valeur ou est froidement sacrifiée à de sinistres fins tactiques ou à la propagande, et où les pacificateurs risquent eux-mêmes d'être fauchés s'ils refusent de prendre parti pour l'un ou l'autre des adversaires. Dans ce contexte, on aura maintenant l'occasion de voir dans quelle mesure les grandes puissances peuvent agir ensemble pour restreindre l'ardeur de leurs clients d'autrefois et rétablir la paix. En outre, dans le cadre de certains de ces conflits au moins, les hypothèses traditionnelles de la collectivité internationale seront mises à l'épreuve : elles préconisent que les meilleures formules pour ramener la paix consistent toujours à faire cesser toute «intervention extérieure» et à encourager l'auto-détermination par la majorité.

L'Amérique centrale : l'avenir d'un plan de paix est en jeu

Après des années de misère et de privations et une décennie de guerre, l'Amérique centrale espérait vivement que les années 1990 lui apporteraient la paix. Les processus laborieux définis dans les plans de paix régionaux de Contadora et d'Esquipulas avaient finalement abouti en 1989 à la préparation d'élections au Nicaragua, sous l'observation d'une commission internationale, à un cessez-le-feu et à la démobilisation des rebelles *contras*. Par ailleurs, l'intervention extérieure dans la région diminuait, tandis que les conflits et les violations des droits de la personne au Salvador et au Guatemala s'atténaient.